

BATAILLE À COUTEAUX TIRÉS À LA MUNICIPALITÉ PC-PS DE THIONVILLE

(Lire notre reportage p. 2)

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 22 SEPTEMBRE N° 513

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Corse

Autonomistes : deux inculpations

Le gouvernement choisit l'épreuve de force

Après la manifestation de lundi à Ajaccio, le pouvoir a du opérer un premier recul : Louis Serrochi et Louis Acquaviva ont été libérés mardi. Mais les deux autres militants bastiais, Jean Nicolai et José Stromboni, ont été inculpés par la Cour de Sécurité de l'Etat. Malgré un dossier vide, ils sont tenus pour responsables de l'attentat contre le domicile du procureur général de Bastia.

Ainsi, après l'échec des manifestations anti-autonomistes du 9 septembre, le pouvoir a décidé de faire un exemple, en s'en prenant à des militants qui l'ont mis en difficulté à plusieurs reprises. José Stromboni avait déjà du subir trois semaines de prison pendant l'enquête contre le Fronte Passanu Corsu de Liberazione. Mais en Corse, la riposte engagée lundi va s'intensifier.

SUD
LIBAN

ISRAËL INTENSIFIE SON AGRESSION

Au Sud-Liban, les combats très localisés de ces derniers mois ont fait place à l'ouverture d'un véritable front sur des dizaines de kilomètres, un front qui s'élargit d'heure en heure, de l'est vers l'ouest.

Mais Israël ira-t-il jusqu'à un nouvel embrasement de l'ensemble du front avec les pays arabes ? Les contacts internationaux des dirigeants sionistes, ces derniers jours, pourraient les inciter à limiter provisoirement leur agression.

(LIRE PAGE 8)



REPRISE DU SOMMET DE LA GAUCHE

APRÈS LES PROCLAMATIONS PUBLIQUES

MARCHANDAGES A HUIS-CLOS

Le sommet interrompu de la semaine dernière devait donc reprendre mercredi à 14 heures, au siège du Comité Central du PCF, là où le programme commun de 1972 avait été signé.

La lente désescalade opérée tout au long de la semaine dernière s'est terminée lundi, après la réunion du comité directeur du Parti socialiste, lors d'une rencontre entre les trois for-

mations, par un apparent recul du PCF.

Celui-ci, après une campagne fracassante sur les nationalisations où il jurait devant les travailleurs de sa fermeté sans faille, cède aujourd'hui sur la nationalisation de la Compagnie Française des Pétroles, et sur celle de Peugeot-Citroën.

Le ton se radoucit à l'approche de ce nouveau sommet. Mais ces dernières manœuvres d'états-majors cachent mal l'enjeu de cette renégociation : quelle sera la répartition des divers postes-clé de l'appareil d'Etat. Sur cela, le secret reste la règle.

— Lire —
nos articles
p. 6

A PARIS



Cinq femmes témoignent sur les prisons de l'Ulster

Mardi, des femmes irlandaises dont le mari ou le fils est dans une prison de l'Ulster, manifestaient devant la British Airways, sur les Champs-Élysées à Paris. Elles tournaient en rond sur le trottoir, comme à Belfast, portant des portraits des jeunes emprisonnés, vêtues comme eux, qui refusent l'uniforme carcéral, seulement d'une couverture.

Ces femmes commencent un tour d'Europe, pour faire connaître partout ce que subit leur peuple de la part de l'occupant britannique, et la résistance, notamment au camp de Long Kesh.

Nous relatons en page intérieure leur témoignage.

(LIRE PAGE 8)

Strasbourg : un jeune tabassé par des vigiles

Trois vigiles de l'usine Baco de Strasbourg, jouant les policiers, ont passé à tabac un jeune cyclomotoriste à qui ils avaient demandé ses papiers.

Selon eux, le patron leur avait dit : «Vous pouvez taper, je vous couvre».

Dijoud et la nostalgie du boyscoutisme

Chantiers de jeunesse, bénévolat, travaux dans la nature : ce sont les principales idées de Dijoud pour répondre aux problèmes de la jeunesse. Ce sous-ministre qui se prétend novateur semble avoir pris une partie de ses idées chez Pétain et les scouts.

LIRE PAGE 4

Reprise des négociations SALT

Cyrus Vance, le secrétaire d'Etat américain, et Gromyko, le ministre soviétique, vont reprendre à New-York les discussions relatives aux accords SALT. Une négociation dont l'enjeu est la course aux préparatifs de guerre des deux superpuissances.

(LIRE PAGE 9)

REPORTAGE

La municipalité PS - PC de Thionville

Reportage de François MARCHADIER

Bataille à couteaux tirés



● **A l'heure où les partis du Programme commun se querellent ouvertement, il est intéressant de voir comment ils se comportent dans les municipalités qu'ils contrôlent. Nous avons publié la semaine dernière un reportage sur Saint-Étienne où le PCF se retrouve à la tête d'une grande ville industrielle avec la responsabilité de Manufrance et de son plan de licenciements puisque la municipalité y est important actionnaire. Nous poursuivons cette semaine par un reportage à Thionville, au cœur du bassin sidérurgique. Assurément, les projets politiques profondément divergents du PC et du PS y apparaissent avec netteté.**

Les préoccupations des travailleurs de Thionville, elles, sont bien différentes...

Ce qui frappe le visiteur qui parcourt la Moselle, c'est l'omniprésence de la sidérurgie. Ceci est encore plus net dans la région thionvilloise. Les grandes entreprises dans lesquelles est produit une grande partie de l'acier français bordent le paysage. Chaque mur ou presque est recouvert d'inscriptions à la peinture refusant les plans de licenciements des maîtres de forges. A Thionville après plus de vingt ans de domination de la droite, la gauche a fait son entrée en mars dernier à la mairie. Ce n'est depuis six mois que polémique et divisions ; le conseil municipal a déjà traversé pas moins de quatre crises...

La dernière s'est soldée par le départ des élus socialistes en pleine séance du conseil municipal car l'un d'entre eux, Pariset, était passé au PCF et refusait de répondre favorablement à l'adjonction de démissionner du conseil municipal qui lui intimait son ancien poste. Pendant ce temps là, les maîtres des forges licencient...

«Le 19 avril, on nous a fait monter à Paris à plusieurs milliers pour manifester à la tour Eiffel et à l'assemblée nationale ;

perdre beaucoup de choses. C'est avant tout quitter «le pays» bien sûr, les amis, les parents, son logement mais c'est aussi risquer de se retrouver en double emploi.

«Être en double emploi, nous dit un travailleur, c'est par exemple envoyer un ligneur de Lorraine à Dunkerque ; une fois qu'il est là-bas, on le met à un poste de travail pour seconder un autre ligneur. Mais comme il n'y a qu'un poste de travail, le Lorrain se retrouve vite avec un balai dans les mains ; or, il n'est pas balayeur, on ne l'a pas embauché pour ça. Il ne tarde pas à prendre son compte et vient grossir les rangs des chômeurs de la ville. Usinor dit : nous ne l'avons pas licencié».

Comment s'opposer aux licenciements

Face à ce refus massif des licenciements par les travailleurs, le PCF n'a pas mis en avant

d'autres perspectives que celle du refus individuel des mutations.

Dans une réunion de la CGT, une femme de la région, interpellée un dirigeant dans ces termes : «Quand on refuse les mutations les lettres de licenciements pleuvent (...). Un autre sidérurgiste prend la parole puis, elle relève la main. «Dans les discussions que j'ai dans le quartier, les femmes disent qu'on nous laisse sans perspectives ; si le haut fourneau ferme le 31 décembre, le rouvrira-t-on en mars ?

Le responsable venu de Paris répond : «Je n'ai pas la prétention de répondre entièrement à la question... il y a des sidérurgistes qui disent qu'ils refuseront de détruire les hauts-fourneaux», il propose alors des délégations accompagnées d'élus du PCF en précisant : «Peut-être direz-vous qu'on l'a déjà fait et que cela ne sert à rien mais vous vous trompez ; il faut continuer...»

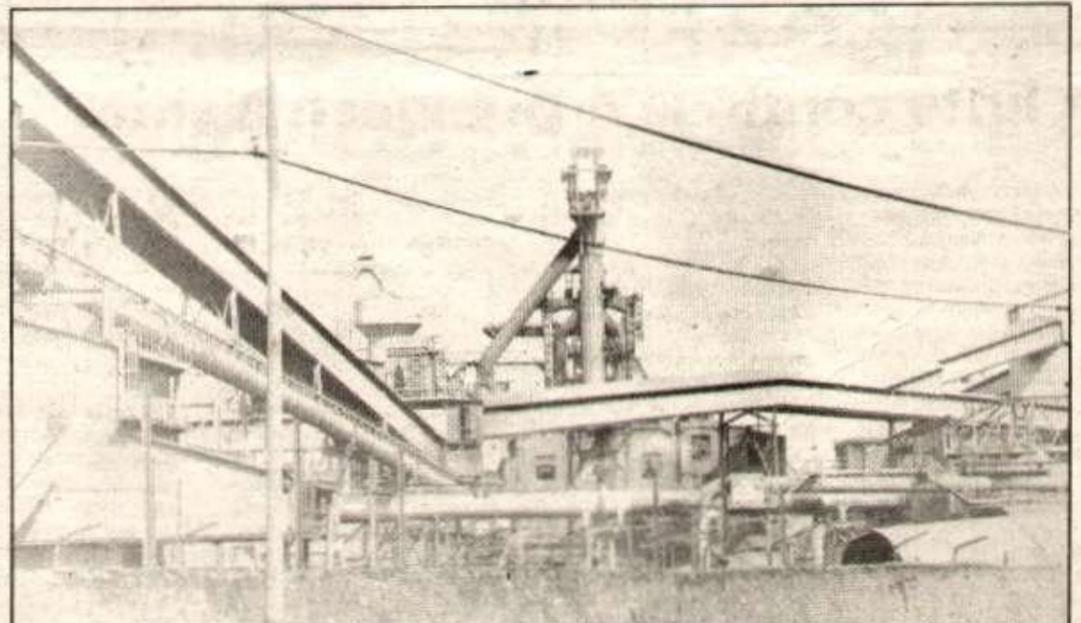
La femme reprend la parole

pour la troisième fois : «Je ne sais pas si je suis têtue, mais... on est allé à Paris avec des milliers de sidérurgistes, on a pratiquement pas été écouté, on a été reçu par un sous-fifre... Attendre les élections, c'est de l'attentisme ; je ne sais plus quoi répondre quand ma voisine me dit : si mon mari est licencié est-ce qu'il sera réembauché si la gauche passait ?».

Comment s'opposer aux licenciements ? Toutes les interventions posaient cette question, on était bien loin du thème prévu : les dirigeants de la CGT voulaient convaincre les travailleurs de la nécessité de la nationalisation...

Le lendemain, très loin de ces préoccupations, le conseil municipal se réunissait en séance publique. Le troisième point de l'ordre du jour traitait de «l'affaire Pariset»...

(à suivre)



LUTTES OUVRIERES

Hélio-cachan : 26 mois de lutte

LES «BRADÉS» DU POUVOIR... ET DE LA GAUCHE

● Hélio-Cachan, une grande bâtisse perdue au milieu de dizaines d'autres, dans la zone industrielle de Chilly-Mazarin, dans la banlieue sud de Paris. Sur le faite du toit, de grandes lettres se découpent : «IRIS». C'est un nom qui dit quelque chose à tout le monde : les cartes postales !

Il est 10 heures du soir. Pourtant, il y a de la lumière, des voitures devant l'entrée : depuis le 23 août, l'imprimerie est de nouveau occupée. Mais partout c'est le silence, sur cette lutte qui dure maintenant depuis 26 mois et totalise plus de 18 mois d'occupation. Pourquoi ce silence ?

En 75, Hélio Cachan employait 200 personnes environ. 70 % du marché français de la carte postale, 17 % de ce qui partait à l'exportation, le quasi-monopole sur les calendriers, quelques revues, des affiches pour la SNCF, des posters, tout semblait se passer très bien. L'imprimerie n'avait pas encore 10 ans, de nouveaux agrandisseurs et machines à développer étaient installés.

Pourtant, première alerte, une partie des locaux était cédée à une autre entreprise, quelques licenciements étaient opérés. Puis brutale, la fermeture, il y a un peu plus de deux ans. Les ouvriers occupent. Pendant toute cette période, marquée au niveau de l'imprimerie par de multiples fermetures, celle de Chauffour, de Chaix, de Caron-Ozanne à Caen, de l'IMRO à Rouen et surtout par l'affaire du *Parisien Libéré*, la direction de la FFTL (Fédération Française des Travailleurs du Livre) n'organise guère de soutien. L'accent est mis principalement sur le *Parisien*. Tous les travailleurs de la presse apportent leur soutien financier au *Parisien Libéré*, mais pour ce qui est du travail, rien de décisif n'est entrepris. Les luttes restent éparpillées dans le pays.

Quelques jours après l'évacuation du *Parisien Libéré* par la police, c'est, le 2 janvier 1977, l'évacuation d'Hélio Cachan. Mais cet été, les ouvriers constatent des allées et venues autour de l'imprimerie : le

patron est en train de déménager les machines et les laboratoires.

«Nous avons réoccupé le 23 août», explique un des ouvriers qui nous fait visiter les deux étages. «En bas, ils avaient commencé à démonter les machines». Des plaques métalliques sont abandonnées par terre, des fils électriques sectionnés, des emplacements déjà vides témoignent du travail des déménageurs. En haut, tout a été mis sans dessus dessous. Des tas de négatifs, de cartes postales, jonchent les tables. Dans un coin des originaux de dessins pour les calendriers genre station de service... Nous faisons le tour des labos, des tables de montage et de retouche, des salles d'archives.

«LA GAUCHE NE ROUVRIRA PAS L'USINE»

En bas, ils sont réunis autour d'une grande table. Ils sont peu nombreux, et sans guère de perspective. Ils ont fait plusieurs délégations, au ministère, qui n'ont rien donné. Aucun industriel ne s'est présenté pour reprendre l'affaire : ils reçoivent 400 F par mois d'aide publique. «Ce moi-ci entre le chômage, les collectes et les ventes de posters, et ce que nous a versé la FFTL, j'ai touché 1 200 F, en tout et pour tout. J'ai deux gosses. Heureusement, ma femme travaille. Mais certains étaient seuls à rapporter une paie, ils avaient des crédits sur le dos. Blanqui (c'est le siège de la FFTL) en a placé plusieurs dans d'autres imprimeries. Pour eux, la lutte, c'est fini.»

Tant du point de vue du soutien, plus que sélectif, de la part du syndicat, que de ces placements, ceux qui occupent encore sont pleins d'amertume, vis à vis de la FFTL. On leur a clairement laissé entendre que si les délégations ne donnaient rien, il valait mieux laisser tomber. «On

est bien conscients que même si la gauche passe, elle ne rouvrira pas notre boîte». Face à ces interrogations, les gens de l'appareil syndical qui viennent les voir ne démentent pas, ils essaient au contraire de justifier en disant «il y aura déjà assez à faire avec la sidérurgie, la gauche aura des choses plus importantes à régler...».

Ce genre de réponse ne peut que susciter chez les travailleurs davantage de doute, que renforcer le sentiment que la droite comme la gauche, sont incapables de leur rendre leur travail, et qu'on les abandonne à leur sort. Et pourtant, ils continuent à occuper, à populariser leur lutte, à chercher de nouvelles initiatives qui marquent.

A Hélio-Cachan, comme dans de nombreuses boîtes du labeur ou de la presse, la confiance aveugle dans la FFTL a cédé la place au scepticisme. Et, si ce n'est pas encore une remise en question globale de la ligne suivie par la direction de la fédération du livre, de nombreuses questions restent sans réponse. Nous y reviendrons.

Monique CHÉRAN



La lutte continue à Dubigeon Nantes

La grève continue aux chantiers navals Dubigeon-Normandie à Nantes. Chaque jour, une assemblée générale rassemble les grévistes qui refusent toujours le nouveau système de pointage que veut leur imposer la direction. De plus, les travailleurs de Dubigeon s'interrogent sur l'avenir et craignent que des licenciements n'interviennent à brève échéance.

Fréquemment, les manifestations sont organisées par les grévistes. C'était le cas encore lundi matin : plusieurs centaines de travailleurs se sont rendus devant la préfecture à l'issue de l'assemblée gé-

nérale et une délégation y a été reçue ainsi qu'à la mairie.

La direction pensait profiter de la manifestation pour faire pénétrer les anti-grévistes dans les ateliers mais ses espoirs ont été vite déçus ; sur les 2 500 personnes que comptent les chantiers, il n'est entré en tout et pour tout que 250 non-grévistes, employés et personnel d'encadrement compris.

La grève dure maintenant depuis le 8 septembre et du côté de la direction, c'est toujours le refus de négocier. Les grév-

vistes pour leur part ont décidé de renforcer leur présence aux portes de

l'usine et de consolider les piquets de grève. La direction devra bien céder.

Montéfièvre Saint-Nabord

Depuis la rupture des discussions entre les syndicats et la direction à l'usine Montéfièvre de St Nabord, les locaux de direction ont été complètement désertés. Les plus vives inquiétudes règnent dans l'usine occupée où les travailleurs ont renforcé leur

vigilance. On craint en effet que le plan de liquidation de la direction ne soit appliqué dès cette semaine. Il ne resterait alors que 400 personnes pour faire tourner l'usine au ralenti et qui ne travailleraient que 20 heures par semaine.

Dans le sillage de Furnon

Le patron Furnon fait école. Pessièrre, patron d'une imprimerie de Colomiers dans la banlieue de Toulouse, sans doute encouragé par le comportement du «français de bon sens», de St Christol-lès-Alès s'est lancé dans une véritable chasse aux «destructeurs d'entreprise» que sont selon lui les délégués syndicaux et autres grévistes. Un délégué qui avait eu le malheur de rassembler les revendications des travailleurs s'est vu immédiatement licencié sous le prétexte «d'incitation à la grève». Cette fois cependant, Pessièrre est allé un peu trop loin et les ouvriers de l'imprimerie se mettent en grève. Qu'à cela ne tienne, ils sont immédiatement licenciés eux aussi. C'était il y a huit semaines, le 6 juillet exactement que commençait cette «nouvelle affaire Furnon».

On murmure à Colomiers que Pessièrre serait candidat aux prochaines législatives sous l'étiquette UFBS (union des français de bon sens), le nouveau parti (complètement apolitique paraît-il) que vient de créer Furnon.

Chez Ericsson, on met les ouvriers en fiches

L'entreprise Ericsson veut connaître les problèmes que rencontrent les travailleurs du trust. Louable souci que cette soudaine sollicitude. Pour en savoir davantage, le service «psychologie» de l'usine d'Eu dans la Somme a élaboré un questionnaire. Les véritables desseins de la direction d'Ericsson apparaissent crûment quand on prend connaissance de ce document. On peut en effet y lire des questions du genre de «votre mari fait-il du syndicalisme ?» ou bien «que pensez-vous de la politique sociale de la direction !». En plus, les enquêtes sur la situation familiale des ouvrières sont de plus en plus fréquentes. Pas besoin d'un dessin pour savoir à quoi peuvent servir ces enquêtes.

Cette pratique n'est certes pas nouvelle, mais depuis un certain temps, elle tend à se généraliser. De quel danger les patrons veulent-ils ainsi se prémunir ?

Les invités de l'Elysée

La table de l'Elysée accueillera jeudi des hôtes inattendus : Charpentier soi-même, à la tête d'une délégation de son «syndicat de cadres», ira discuter entre deux plats lors du somptueux banquet que lui offre Giscard, de «la place des cadres dans la société». Thème de réflexion au demeurant fort intéressant que celui-là. Il semble bien toutefois que la discussion pourrait plutôt rouler sur la place des cadres dans la compétition électorale du printemps de l'année 78 et que, moyennant quelque assurance donnée au chef des cadres, de sombres tractations se concluent entre la poire et le fromage.

Creusot-Loire modifie la structure du groupe

La direction de Creusot-Loire a réuni le comité d'entreprise pour lui annoncer sa décision de scinder le groupe en cinq unités différentes. On n'en sait pas plus pour le moment, mais il semble que c'est bien vers la création de sociétés différentes que s'oriente Creusot-Loire. Le souci d'esquiver la nationalisation en multipliant les filiales ne semble pas étranger aux préoccupations de la direction de Creusot-Loire.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



INFORMATIONS GENERALES

Faculté de Vincennes :
sélection déguisée

Les inscriptions universitaires ont été closes au 29 juillet, contrairement aux informations données aux étudiants et diffusées dans la brochure de Paris VIII. Allant au-delà des exigences du recteur Mallet qui imposait déjà aux étudiants non-bacheliers l'adjonction aux dossiers d'inscription de la preuve de trois années d'activité salariale (certificats ou attestation de travail), le bureau du Conseil de Paris VIII (Vincennes), remet en cause la validité des attestations de travail pourtant reconnues par la législation française du travail comme document officiel, et exige que les étudiants non-bacheliers joignent en plus les fiches de paie correspondant à ces certificats, procédure tout à fait illégale.

Des personnels de Paris VIII ainsi que le bureau du SNESup 1, le SGEN-CFDT et la Liste AG dénoncent ces mesures et appellent l'ensemble des personnels de Paris VIII et les étudiants à se réunir en assemblée générale le vendredi 23 septembre à 9 h 30 à la faculté de Paris VIII, assemblée qui précèdera l'entrevue avec le bureau du Conseil.

A travers ces mesures, il s'agit d'imposer une limitation des inscriptions (c'est-à-dire le retour du Numérus Clausus) et d'empêcher l'accès à Paris VIII plus particulièrement aux étudiants étrangers, puisque l'on sait que dans de nombreux pays du Tiers-Monde, il n'est pas délivré de fiches de paie, mais uniquement des attestations de travail. Cette situation est inacceptable, il est nécessaire de ne pas laisser s'instaurer dans les universités françaises une sélection par le nombre et par la nationalité.

Communiqué

MANIFESTATION CONTRE
LE SURRÉNÉRATEUR DE KALKAR

Rassemblement pour le départ de Lyon à 19 h, Place Bellecour, vendredi 23 septembre (devant la grande Poste). Retour dimanche 25 dans la matinée. Car : 130 F. Réservation obligatoire auprès du comité Malville de La Duchère. Tel : 35 15 29

Soutien financier : CCP Benadiba, 6 619 23 1 - LYON. Mention Kalkar

Dijoud et les jeunes

La nostalgie du boyscoutisme

●Dijoud, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, n'a pas innové dans son catalogue de propositions pour leur jeunes présenté à la presse ce mardi. Chantiers de jeunesse, bénévolat, retour à la terre... A quelques variantes près, on croit entendre l'écho des vieux appels pétainistes. Le refus du chômage et du travail abrutissant, qui sont parmi les premières préoccupations des jeunes, Dijoud préfère n'en pas parler...

A partir d'un sondage, Dijoud a cru trouver ce qui pourrait séduire les jeunes tout en laissant de côté les problèmes importants. Ses conseillers lui ont dit que ce qui marchait dans la jeunesse, c'est le «cadre de vie», l'«écologie». Alors Dijoud se maquille hâtivement en écologiste et annonce qu'il va favoriser les chantiers bénévoles dans la nature pour améliorer le cadre de vie, qu'il va encourager les loisirs intégrés au milieu naturel et que les associations de jeunesse participeront aux décisions prises concernant le cadre de vie. Demandez-t-on pour autant leur avis aux associations de jeunes sur la construction des centrales nucléaires par exemple. Voilà qui n'est pas dit mais on peut sérieusement en douter.

Bien qu'il n'en parle pas, Dijoud pense malgré tout au chômage il n'est pas question de le supprimer mais il propose que soit «introduite une plus grande souplesse dans l'organisation du temps de travail», autrement dit la possibilité pour le patronat d'employer des jeunes à mi-temps ou selon des horaires variables en fonction de leurs besoins.

Une sorte de bénévolat social selon l'idée chère à Lenoir pourrait être créé, l'aide volontaire aux immigrés et au troisième âge favorisée, à condition que ce soit sous le contrôle d'associations agréées. Rien à voir évidemment avec les organisations de soutien aux luttes des immigrés. Dijoud lui-même se faisait d'ailleurs, tout ré-

Congrès de la prud'homie à Vittel

LA PRUD'HOMMIE :
LE PIEGE DE LA PARITÉ

●L'association de la prud'homie tiendra son congrès du 22 au 25 septembre 1977 à Vittel. Les prud'hommes sont désignés par les patrons et par les salariés pour juger des conflits du travail. Cette institution archaïque date du début du siècle : présentée comme la justice du travail, comme une instance neutre par rapport au patronat et aux salariés, elle constitue en fait une barrière contre la défense des travailleurs. La CFDT au cours d'une conférence de presse a présenté à la fois des critiques sur la juridiction du travail et ses propositions.

Les juridictions prud'homales sont créées par décrets, elles sont paritaires, composées de représentants patronaux et de représentants ouvriers. Les conseillers prud'hommes salariés sont élus pour une durée de six ans, renouvelables par moitié tous les trois ans au scrutin majoritaire par catégorie. Les conditions nécessaires pour être électeur sont telles qu'elles éliminent la plus grande partie des ouvriers. Sur 14 millions de travailleurs susceptibles de participer à l'élection des conseillers prud'hommes, seuls 900 000 sont inscrits et 300 000 votent effectivement.

DES DÉLAIS
TRÈS LARGES

Il n'existe pas de conseil de prud'homme dans tou-

tes les villes de France et pour toutes les professions. Chaque conseil de prud'homme est créé par décret gouvernemental. Au

cas où il n'existe pas de conseil de prud'homme, c'est le tribunal d'instance qui est compétent.

Les conseils prud'homme sont présidés alternativement par un conseiller patronal et par un conseiller ouvrier. La procédure prud'homme, compétente pour un conflit entre employeur et salarié est extrêmement longue. Elle se déroule en deux temps : une phase de conciliation et une phase de jugement si la conciliation a échoué, la première difficulté pour le travailleur est de réunir

l'instruction des affaires qui leur sont soumises, ils touchent une indemnité minima qui est bien souvent loin de compenser la perte de salaire qu'ils subissent. Enfin, ils sont soumis à des pressions patronales constantes qui ne facilitent pas leur tâche.

L'Association des conseils de prud'homme qui se réunit tous les trois ans en congrès réunit les prud'hommes ouvriers et les prud'hommes patronaux, son but est d'émettre des vœux pour adapter la juridiction prud'homale



Les prud'hommes seuls sont bien peu efficaces ; c'est le rapport de forces qui détermine les choses.

des preuves pour justifier ses demandes ou combattre celles de son patron. Le délai entre les deux phases est de l'ordre de neuf mois actuellement à Paris, un tel délai ne gêne que le travailleur qui n'obtient pas toujours une provision lors de la conciliation.

On retrouve au jugement l'inégalité entre patron et ouvrier. Le patron se fait assister par un avocat, rarement l'ouvrier. Le jugement peut être mis en délibéré, et une fois rendu il n'est effectif que lorsque le texte en est publié. Autant de délais d'attente difficiles à supporter pour un ouvrier. De toute façon, s'il gagne son procès, l'ouvrier licencié obtient une certaine somme d'argent, mais pas sa réintégration.

LES CONSEILS
SALARIÉS
SOUUMIS
AUX PRESSIONS
PATRONALES

Les prud'hommes ouvriers ont de sérieuses difficultés dans l'exercice de leur tâche : ils sont bénévoles, c'est-à-dire qu'ils exercent leur fonction en plus de leur activité professionnelle. Les conseillers sont donc contraints de se réunir après leur journée de travail.

Lorsqu'ils doivent s'absenter de leur travail pour une audience ou pour

aux besoins. La présence de 50 % de patrons bloque toute possibilité d'évolution favorable de la prud'homie. La CFDT

La CFDT
réclame

- généralisation des conseils à tout le territoire,
- compétence pour tous les litiges juridiques de travail, qu'ils soient individuels ou collectifs.
- élections à la proportionnelle sur le lieu de travail
- augmentation des pouvoirs des conseils avec possibilité de faire réintégrer les travailleurs licenciés.
- financement par l'Etat.

menace de ne plus participer à ces congrès, si des changements ne sont pas apportés à leur fonctionnement.

Loin de constituer une juridiction de défense des travailleurs, les conseils de prud'homme font bien souvent obstacle au développement de luttes contre les licenciements arbitraires. La décision rendue est le plus souvent fonction du rapport de force créé contre l'arbitraire patronal, et non des arguments apportés par les travailleurs devant les prud'hommes.



comment le champion du contrôle policier des travailleurs immigrés et de la chasse aux sans-papiers.

Notons parmi d'autres propositions de Dijoud la création de terrains de jeux, l'aide au logement des jeunes, l'aide aux vacances, la multiplication des échanges de jeunes francophones... Enfin Dijoud annonce la tenue à partir du mois prochain de «tables rondes» dans les principales villes de provin-

ce pour recueillir l'avis des jeunes sur ces mesures.

De tout ce catalogue d'intentions sans calendrier précis, les véritables problèmes de la jeunesse sont exclus : le chômage, l'organisation des loisirs dans les villes, et la profonde révolte contre une société qui les opprime.

Il n'en ressort qu'un mélange de propositions inopérantes et une nostalgie impuissante du boyscoutisme pétainiste.

INFORMATIONS GENERALES

10^e conférence mondiale sur l'énergie à Istanbul

POUR LES EXPERTS CAPITALISTES L'AVENIR EST SOMBRE

● Depuis le 19 septembre, se déroulent à Istanbul les travaux de la 10^{ème} Conférence mondiale de l'énergie. Trois mille cinq cents experts représentant soixante-quinze pays y participent. Leur sujet de préoccupation : évaluer les ressources énergétiques existantes et chiffrer l'augmentation de la consommation dans les années à venir, dans la perspective d'une croissance de type capitaliste.

Plusieurs rapports ont depuis le début de l'année, développé des points de vue pessimistes sur la situation énergétique mondiale : tandis que la consommation croît, les ressources se voient limitées. Les spécialistes réunis à Istanbul ont commencé à préciser à leur manière les contours de cette contradiction. Selon eux, d'ici quarante ans, la consommation d'énergie doit être multipliée par trois ou quatre, suivant le taux, faible ou fort, de la croissance économique.

Pour répondre à cette croissance, des économies sont envisagées : par exemple, utiliser, pour le chauffage urbain, la chaleur récupérée des centrales thermiques ou encore la combustion des ordures ménagères.

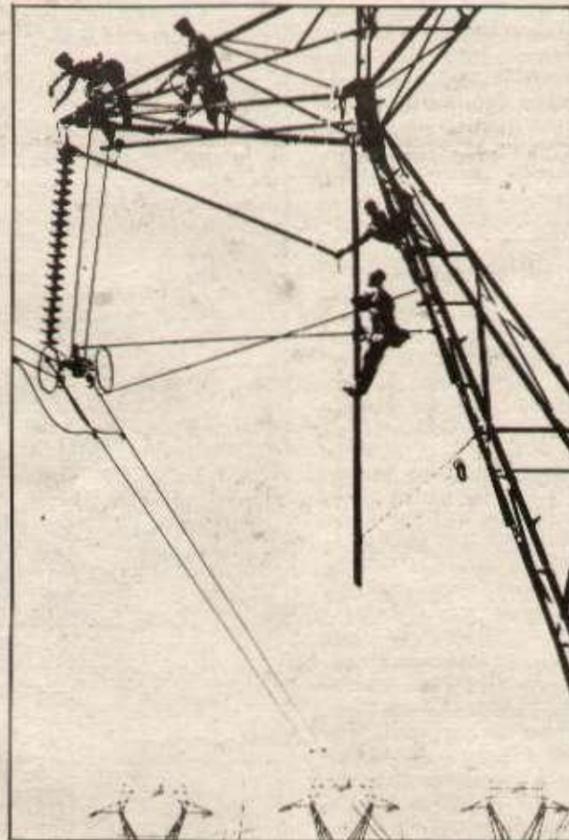
Mais le point central de la discussion porte sur les possibilités des énergies classiques, et sur leur remplacement éventuel. Les experts ne sont pas d'accord sur l'évaluation des réserves de pétrole : les avis sont très divergents : trois cents milliards de tonnes, estime un responsable de l'Institut français des pétroles, plus une quantité équivalente en ressources pétrolières non conventionnelles (pétrole de mer profonde,

recupération assistée, schistes bitumeux, sables asphaltiques, pétrole synthétique). Mais d'autres experts proposent des chiffres dix fois supérieurs ou au contraire dix fois moindres. L'accord s'est fait toutefois pour estimer que, malgré les réserves de pétrole et dans l'hypothèse où la production de charbon serait multipliée par quatre et le gaz exploité à fond, ressources classiques ne suffiront pas.

Aussi se pose la question de nouvelles sources d'énergie. Bien que certains rapports soulignent l'intérêt de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne, estimant qu'elles pourront prendre le relais des énergies classiques. Les spécialistes d'Istanbul mettent tous leurs espoirs dans le développement accéléré de l'énergie nucléaire. Selon plus de la moitié des besoins en électricité. Certains avancent même le chiffre de cinq mille centrales dans le monde en 2200 !

Or les réserves connues d'uranium sont assez limitées. Ceci nécessiterait donc le développement des surrégénérateurs, qui économisent relativement le combustible nucléaire à base d'uranium.

Nul doute que ces conclusions vont être mi-



Electricité : des besoins énormes liés à la croissance capitaliste

ses à profit par les gouvernements qui, comme en France et en Allemagne, veulent imposer leur programme électronucléaire par tous les moyens.

En fait, les conclusions de la conférence ne sont guère surprenantes, elle ne sortent pas de la logique capitaliste : les gaspillages énergétiques, produits par le capitalisme, sont abordés d'une façon super-

ficielle. Les énergies nouvelles, et la rapidité possible de leur mise en œuvre, ne sont abordées que d'une façon superficielle. Et les dangers, dans les conditions actuelles, de l'énergie nucléaire ne sont pas pris en compte.

C'est bien dans la logique du profit et du pillage capitaliste que, pour l'essentiel, les experts d'Istanbul semblent être restés enfermés.

Le conseil d'Etat au secours du conseil de l'ordre de l'ordre des médecins

Quatre médecins stéphanois qui refusaient de verser leurs cotisations au très réactionnaire Conseil de l'Ordre ont été désavoués par le Conseil d'Etat. Rappelons que la création du Conseil de l'Ordre, avec obligation pour tout médecin de lui verser des cotisations et de se soumettre à ses décisions, date de Pétain.

La rentrée s'est bien passée...

Des parents d'élèves

occupent une école près de Martigues pour protester contre sa fermeture. Dans l'Ain, une école abritant 250 élèves a été déclarée dangereuse : le toit menace de s'effondrer.

Enfin, à Villefranche, un gymnase scolaire est inutilisable : personne ne veut payer son entretien.

Une pièce de deux francs

Elle sera bientôt mise en circulation. Peu à peu, elle doit remplacer la pièce de 1 franc dans les appareils automatiques : des augmentations en perspective...

Les licenciements dans la sidérurgie Lorraine, opération barrages lancée par les syndicats

Les syndicats de la région de Longwy ont décidé de bloquer ce mercredi les routes qui mènent à Longwy, en organisant des barrages : il s'agit de dénoncer par cette opération spectaculaire la situation catastrophique de l'emploi dans la sidérurgie lorraine. On notera que cette action se déroule le jour même du nouveau sommet de la gauche, où le problème de la nationalisation de la sidérurgie sera au cœur du débat.

Le directeur des wagons-lits «retenu» par ses employés

Depuis mardi après-midi, les employés de la Compagnie des wagons-lits «retiennent» leur directeur. Les conducteurs et ac-

compagnateurs des wagons-lits entendent ainsi protester contre le prochain «couplage» sur le train Paris Madrid Puerta del Sol. Le couplage oblige à assurer le service sur deux voitures au lieu d'une.

Suicide à la prison de Fresnes

Jean-Claude Lambert s'est pendu dans sa cellule de la prison de Fresnes. Il avait été condamné en 1976 à la réclusion criminelle à perpétuité pour l'enlèvement d'une fillette de douze ans, suivi d'une demande de rançon de deux millions.

Ardèche : un troisième mort

Le gendarme blessé par les auteurs du hold-up de Villefort est mort mardi. Au cours de leur fuite, les gangsters avaient abattu aussi deux agriculteurs : M. Cyprien Malosse et son fils Roland.

Dieu ne fait plus recette dans la jeunesse

L'hebdomadaire *La Vie* (ex *Vie Catholique*) publie un sondage de l'IFOP qui marque la désaffection croissante des jeunes vis-à-vis de la religion. 30 % des jeunes de 15 à 30 ans n'ont pas de croyances religieuses, ils étaient 17 % en 1967. 62 % des jeunes croient en Dieu, contre 81 % en 1967 ; 17 % se disent sans religion, ils étaient 6 % en 67.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pekin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France
- Ou parmi les livres :
 - *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paul Lejeune)
 - *La Commune en bandes dessinées*
 - *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
 - *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
 - *Les enfants de Kisha* (Haoran)
 - *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités)
 - *La Commune de Paris* (Lissagaray)
 - *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques oratons
- *Viva le Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le UAC
- *Au choix, disques chiliens* : Checca
- Chile* *Resistencia*
- *Neussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 600 F
 F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte : n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

POLITIQUE

Au deuxième sommet de la gauche

MARCHANDAGES A HUIS-CLOS

Les concessions du PS

Après cette réunion, qui s'était tenue lundi, le PS a en effet rendu publique sa position concernant l'extension des mesures de nationalisation, qui toucheraient les filiales des neuf groupes prévus par le programme commun de 72. Pendant tout l'été, divers responsables du parti socialiste avaient indiqué que la nationalisation pourrait toucher seulement les neuf groupes financiers eux-mêmes - les holdings - ainsi que les filiales qu'ils contrôlaient à 100 %. Le comité directeur de lundi a abaissé cette barre à 98 % ; de plus, il a désigné quatre entreprises dites « stratégiques » qui, bien que contrôlées à moins de 98 %, entreraient dans le champ des nationalisations : Thomson - CSF (groupe Thomson) ; CIT-Alcatel (groupe CGE), Pharmuka et Comurhex (groupe PUK).

L'ESSENTIEL DES NEUF GROUPES

Certes, la liste des entreprises que l'on peut constituer sur cette base est proche de la centaine dont il avait été récemment question et dont le PS propose la nationalisation, et assez éloignée des mille dont parlait le PCF, selon les critères qu'il voulait appliquer aux neuf groupes inscrits en 1972. Mais, en

La négociation entre les partenaires du programme commun, qui s'est ouverte hier matin au siège du PCF, avait été précédée d'une rencontre des émissaires des trois partis : Beregovoy pour le PS, Fiterman pour le PCF et Loncle pour les radicaux de gauche. Mais le principal événement qui a marqué le développement des discussions internes à l'union de la gauche aura certainement été la réunion du comité directeur du parti socialiste, et les propositions qui en sont sorties concernant les nationalisations.

passant de 100 % du capital à 98 %, et en rajoutant quatre sociétés de plus, le parti socialiste a, en fait, fait basculer un nombre assez important d'entreprises du côté du secteur d'état. Si des discussions peuvent être soulevées par le PCF concernant certaines filiales assez importantes, notamment à la Thomson et à la CGE, ses représentants à la négociation devraient probablement reconnaître que l'essentiel de la puissance industrielle des neuf groupes se trouve ainsi concerné.

Ainsi, en rendant publique cette proposition à la veille de la négociation, le PS met en quelque sorte le PCF au pied du mur, en consentant ce qui peut apparaître comme une concession. Reste, naturellement, à savoir comment ces propositions, si Marchais devait les accepter, figureraient dans la nouvelle version du programme de la gauche : si seule une règle générale est fixée, sans que la liste des entreprises concernées figure, cela pourrait ouvrir la porte, à l'intérieur d'un gouvernement et d'un parlement de gauche, à de belles empoignées pour savoir si telle ou telle entreprise entre ou non dans le cadre des critères définis.

LES ENTREPRISES CONCERNÉES

Au total, ce seraient près des trois quarts du personnel des neuf groupes prévus par le programme de 72 qui se retrouveraient dans des entreprises d'Etat. Parmi les sociétés importantes figurant sur la liste, on note que dans cinq secteurs de Rhône-Poulenc (chimie, textile, films, phyto-sanitaire), dans leur quasi-totalité. Alstom - Atlantique pour la CGE, presque tout le groupe Roussel-Uclaf, l'aluminium, le cuivre, la chimie et les aciers pour PUK, tout le secteur verre de Saint-Gobain, ainsi que son importante filiale Pont-à-Mousson, seraient également touchés. Chez Dassault, ce serait toute l'aéronautique, à l'exception de la filiale américaine Falcon... D'un autre côté, certaines entreprises

de taille respectable continuent, dans cette liste, à être absentes : c'est le cas d'Océanic pour ITT, du secteur papier-carton (la Cellulose du Pin et autres) pour Saint-Gobain, qui conserverait également le rôle de franchise, et son entreprise de commercialisation, Davum. Mais c'est surtout du côté de la CGE et de Thomson, concurrentes dans la branche de l'électricité et de l'électronique, que des secteurs entiers se trouvent rejetés des propositions du PS : à la CGE, le Joint Français, la Générale d'entreprise (5 000 salariés), les accumulateurs (un des secteurs les plus rentables du groupe). De son côté, Thomson conserverait les lampes (6 000 salariés), LMT (9 000), etc.

QUELS P.D.G. ?

Mais, plus encore, les dirigeants socialistes se sont ainsi donnés le moyen de tenir bon sur d'autres terrains : celui des nationalisations supplémentaires proposées par le PCF, et qui concernaient le pétrole, la sidérurgie et Peugeot-Citroën. Surtout, la question qui sera à présent discutée maintenant sera celle de la désignation des dirigeants des entreprises nationalisées : seront-ils nommés simplement par les Conseils d'administration, ou devront-ils être choisis par ceux-ci sur une liste d'aptitude déterminée par le gouvernement ?

Dans le premier cas, le poids de la CGT dans un grand nombre d'entreprises devrait aider sa direction (PCF) à placer ses hommes ; dans le second cas, la prédominance du PS au sein du parlement et du gouvernement permettrait d'imposer les siens : qui, de Marchais ou de Mitterrand, choisira les nouveaux patrons ? Il est très douteux que le second accepte, au cours de la négociation, de laisser ce soin au premier.

AU CENTRE DE LA LUTTE : LE POUVOIR

Cette bataille augure en fait de la forme que prendront inévitablement les contradictions entre PS et PCF au cas où ils seraient amenés à gouverner ensemble : la bataille pour la mainmise sur les principaux leviers de commande. C'est ainsi qu'un autre sujet, non moins épineux mais crucial, se trouve passé sous silence dans ce qui transpire des négociations actuelles : c'est la composition d'un éventuel gouvernement de gauche, la place respective qu'y occuperaient les deux principaux partenaires.

Il est possible que le PCF, au prix de quelques ajustements supplémentaires, d'ailleurs déjà prévus par le PS lundi dernier (l'Institut Mérieux, la Compagnie générale de radiologie par exemple) parvienne, après les dernières propositions socialistes, à présenter à ses militants un bilan apparemment satisfaisant de la controverse sur l'extension des nationalisations. Mais sur la question centrale, celle du pouvoir, il serait bien étonnant qu'il obtienne des concessions majeures.

Jean LERMET



Beregovoy, Loncle, Fiterman à la veille du sommet ; leur renégociation allait déjà bon train.

Les concessions du PCF

Après plusieurs mois de surenchères et de forcing, le PCF à la veille de la reprise du sommet interrompu, a annoncé publiquement les concessions qu'il est prêt à faire pour aboutir à un compromis. En effet, compte tenu du rapport de forces, le PCF est obligé de reculer : il est vital pour lui de se maintenir dans la coalition de gauche jusqu'aux élections au moins, pour préserver ses chances de parvenir au gouvernement, en cas de victoire, et, ainsi, de s'installer au sein de l'appareil d'Etat.

C'est Charles Fiterman, qui, au nom du PCF, faisait une déclaration, mardi soir, en sortant d'une entrevue avec François Loncle du MRG et Pierre Beregovoy du parti socialiste.

« Nous avons décidé de ne plus faire de la nationalisation immédiate de la CFP et de Peugeot-Citroën la condition d'un accord. Nous allons étudier les propositions de nos partenaires. » Autre concession, portant sur le nombre de filiales à nationaliser. « Concernant les filiales, nous ne saurions accepter une remise en cause du texte de 1972. Nous tenons au principe fondamental qu'il a défini : les sociétés-mères et les filiales des neuf groupes contrôlés de façon majoritaire à la suite de l'application des dispositions du programme commun et un nombre très restreint de filiales stratégiques doivent être nationalisées. Après une étude serrée, et dans le souci de prendre en compte les préoccupations exprimées par nos partenaires, l'application du principe énoncé ci-dessus

nous conduit à une liste de 729 entreprises non financières auxquelles il faudra naturellement ajouter la sidérurgie. Cela signifie que nous acceptons que dans 279 entreprises importantes qui devraient être nationalisées... on s'en tienne à une prise de participation majoritaire. Sur ce dernier point, le PCF s'aligne donc en partie sur les exigences du parti socialiste, même si on est loin de la centaine d'entreprises envisagée par ce dernier.

De plus, il ne voit plus d'inconvénient à transformer la « petite phrase » qui incommode tant les radicaux de gauche et qui donnait la possibilité aux travailleurs d'une entreprise de réclamer sa nationalisation.

Au chapitre des exigences, on retiendra celle concernant la nationalisation de la sidérurgie : « Nous continuons, par contre, à demander la nationalisation immédiate de la sidérurgie qui est un impératif économique, social et national. » Position également inchangée concernant les indemnités. Mais rien, ni d'un côté, ni de l'autre, sur la répartition des postes de commande de l'appareil d'Etat ; question pourtant es-

sentielle pour le PCF, dans la mise en place de son projet de capitalisme d'Etat. Une seule indication, et la position de ce parti reste ferme sur ce point, est donnée par l'insistance de Fiterman à refuser que les présidents des conseils d'administration des sociétés nationales soient désignés par le gouvernement, comme le suggère le PS ; on comprend que le PCF préfère sa solution consistant à les faire élire par le conseil d'administration, méthode lui donnant plus de chance de voir élire un de ses fidèles représentants.

Le marchandage que l'on veut bien faire transparaître publiquement ne constitue qu'une partie du terrain sur lequel se jouera l'accord qui devrait intervenir vers la fin de la semaine ; c'est un peu le sens que l'on doit donner à cet avertissement de Fiterman, fixant bien la frontière que le PCF ne franchira pas : « Il y a une limite où se situent nos propositions, et au-delà de laquelle nous ne saurions aller parce que nous ne disposerions plus dans ces conditions des moyens de la politique nouvelle qu'il nous faut mettre en œuvre. »

Olivier LUSSAC

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A propos du prix des affiches de Soisson

CAISSES ÉLECTORALES DE LA DROITE D'OÙ VIENT L'ARGENT ?

● Soisson, dimanche soir, affirmait avoir dépensé pour sa campagne d'affiches de l'été, en tout et pour tout : 509 000 francs, c'est à dire quelque 50 millions anciens ! Monsieur Soisson, on le savait déjà, prend des libertés avec la vérité ! Mais ce nouveau mensonge porte sur un des aspects les plus importants, parfois décisif, des campagnes électorales de la bourgeoisie : leur financement et le «marketing politique» qu'elles développent. L'actuelle campagne, déjà bien lancée, aussi bien à

Diverses sociétés petites ou, à l'occasion, grosses, se sont créées sans investir énormément. Leur raison d'être : fournir un soutien logistique aux candidats «isolés» ou plus ou moins argentés. Pour dix millions anciens, on peut espérer se faire un peu connaître là où l'on se présente. C'est en quelque sorte le budget minimum ! A ce prix, la société se chargera de la campagne d'affichage de son client, du tirage de tracts et autres journaux de propagande, et même ira jusqu'à l'éduquer : rapides survols de l'actualité, arguments chocs standards... A mesure que l'investissement augmente, les possibilités s'accroissent : du cours de formation audio-visuel permettant de mieux s'exprimer, au spectacle de music-hall, en passant par le sondage, toute la panoplie du parfait candidat est offerte, à condition de payer. Mais ce type de société ne «travaille» que pour les candidats individuels. Le financement de campagnes nationales, qui représentent un budget d'une toute autre envergure se situe à un autre niveau.

GROSSES RISTOURNES CHEZ LES PUBLICISTES

La première origine, indirecte celle-ci, consiste en des tarifs préférentiels accordés par des publicistes à la solde du commanditaire. C'est le cas pour la plupart des campagnes du RPR, et notamment pour la série d'affiches de sa campagne estivale : celles qui couvraient les panneaux le long des routes de vacances, et où Chirac exhibait pêle-mêle, le Concorde, Guy Drut, l'Arc de Triomphe et l'alpiniste de «La France qui ose»... En tout, 5 200 panneaux de 4x3 mètres en quadrichromie ! Une bagatelle estimée à quelque 3,5

millions de francs lourds, au tarif normal ; mais le RPR aura pris soin de faire effectuer ce travail par un «ami», un certain Goulard, réputé comme étant gaulliste avéré. Et les «amis des amis» sont nombreux, il y en a pour tous les goûts ! A en croire Soisson, qui affirme n'avoir payé que 50 millions anciens pour sa campagne «la majorité aura la majorité», les amis du PR sont généreux ; on estime en effet cette campagne à la bagatelle de 250 millions d'anciens francs, soit 5 fois le prix annoncé ! Voudrait-il cacher ce que tout le monde sait, à savoir la deuxième, et de loin principale, source de revenus de la droite ?

LE CNPF, PLAQUE TOURNANTE DU FINANCEMENT DE LA DROITE

On a appris cet été les fonctions discrètes de certains services du CNPF, et comment certaines campagnes officielles servaient de prétextes à des opérations sans grand rapport : c'est le cas, par exemple, de l'«opération emploi des jeunes» qui permit à Yvon Chotard, vice-président du CNPF, profitant de voyages en province, de mettre en place des réseaux de financement dans les divers départements. En outre, un soi-disant «service d'études législatives» servirait, à en croire le *Canard Enchaîné*, le distributeur de fonds du CNPF, et l'on verrait se presser nombre de leaders de la droite. De plus, le CNPF, toujours selon le *Canard Enchaîné*, tient à la disposition de ces messieurs un studio de télévision pour s'entraîner un peu ! Or, le petit monde des patrons, en investisseur averti, se paie le luxe de faire des bilans de ses durs efforts : c'est

droite qu'à gauche, du fait même de l'importance de son enjeu, battra sans aucun doute tous les records de ce point de vue.

Outre le «marché commercial» qu'une telle campagne peut engendrer, il faut surtout retenir les sources diverses de financement. Si Soisson s'en est tiré, mal, dimanche, par une pirouette, cela n'empêche pas que le dossier sur le fameux «milliard du patronat» commence à s'étoffer sérieusement !

le cas notamment de l'union des industries métallurgiques et minières, l'une des plus importantes fédérations du CNPF, qui écrivait dans un document confidentiel qui ne l'est plus, à propos des législatives de 1973 : «*Dès novembre, nous mimes en chantier, avec l'accord du premier ministre, un véritable programme de campagne télévisée (...)* ; pour opérer d'une manière quasi clandestine, le recours à des «intermédiaires» était indispensable, la nécessité du camouflage empêchant le plus souvent le recours à des concours extérieurs».

La conclusion de ce document révèle crûment le sentiment plus que mitigé des patrons à l'égard du personnel politique de la droite : «*Or, livrés à eux-mêmes, les partis et les hommes politiques ne sont pas suffisamment motivés et compétents pour assurer la défense du système libéral ; leur objectif naturel est la survie, et sans effort intense de notre part, pour les informer, former, inspirer et faciliter leur action de propagande, ils ne sauraient*

se révéler très efficaces en la matière».

Le «marketing» effréné de la droite, les sources fabuleuses qu'elle engouffre déjà dans la campagne électorale, ne sont pourtant pas, loin de là, un gage de succès. Le temps n'est plus où un quelconque notable pouvait arracher les votes à coups de sourires sur les affiches ou d'arguments tout préparés.

Les partis de gauche crient très fort au «milliard du patronat». Ce faisant, ils contribuent à révéler des faits qui sont vrais. C'est de bonne guerre, entre partis bourgeois. Et sans doute, entendent-ils laisser dans l'ombre leur propre système de financement : s'ils parviennent à économiser relativement les frais de main-d'œuvre en utilisant davantage de militants par rapport à la droite, les partis de gauche ont eux aussi leurs soutiens patronaux : patrons «de gauche» qui versent pour le PS, et pour le PCF, patrons type Ricard et surtout sociétés capitalistes qu'il gère discrètement. A gauche comme à droite, le pouvoir s'achète.

PIERRE FURNON ET GÉRARD POUJADE



Furnon, le «petit patron» du Gard, fait parler de lui : la presse lui accorde d'ailleurs une place complaisante. Cet individu qui prétend être l'auteur de «l'événement socio-politique le plus important de ces dix dernières années» s'est rendu célèbre en menant un combat sans merci contre les ouvrières CGT de son entreprise de confection.

Ce triste individu vient de fonder un nouveau parti : «*L'Union des Français de Bon Sens*», qui tente de faire croire qu'elle parviendra à présenter des candidats dans toutes les circonscriptions. Quarante députés lui suffiraient, déclare-t-il, pour changer la politique de la France et combattre «*les syndicats politisés*» qui sont, selon lui, l'ennemi numéro un.

Rien d'étonnant donc qu'il se sente chaleureusement encouragé par la base du RPR, même si Chirac ne tient pas à renforcer, pour le moment, son image de parti aux relents fascisants en le soutenant trop ouvertement. Le Pen, lui, n'y voit pas d'inconvénient. Furnon s'est déclaré soutenu «*par les trois*

quarts des sympathisants du PS qui, surtout dans le Sud sont opposés au programme commun».

Furnon veut faire du neuf avec du vieux ; déjà en 1956, un individu de son espèce, Pierre Poujade, avait présenté des candidats et avait à l'époque connu quelque notoriété auprès des patrons des PME.

Cette tentative de souder les rangs de la moyenne bourgeoisie est caractéristique de l'impasse dans laquelle se trouvent ces couches réactionnaires qui ne font plus confiance à la grande bourgeoisie au pouvoir pour défendre leurs intérêts. Dans ces conditions, on s'attend dans les jours qui viennent, à une déclaration du PCF à l'adresse des petits et moyens patrons, les exhortant «*à ne pas se tromper d'ennemi et à rejoindre les rangs du PCF pour combattre les monopoles*».

Le PCF a peut-être des chances d'être entendu par certains d'entre eux. D'autant plus que ces patrons, s'ils s'opposent à la gauche, visent avant tout les travailleurs et leurs aspirations.

Croisière électorale

De consultation en consultation, Barre s'efforce de donner un peu de consistance à son rôle de «*leader de la majorité*». Après un déjeuner avec Edgar Faure, président de l'Assemblée Nationale, il recevra vendredi Paul Granet, ex-secrétaire d'État et président de l'association «*Démocratie française*». Puis ce sera au tour de l'ancien ministre Gilbert Granval, président de l'Union travailliste, d'être reçu par le premier ministre. Parallèlement à ces tractations avec les «*responsables des formations qui soutiennent l'action du gouvernement*», les signataires du «*Manifeste de la majorité*» se rencontrent au rythme d'une réunion hebdomadaire pour se partager la galette électorale dans les onze départements et les 75 circonscriptions jusqu'à présent laissés de côté en raison de désaccords plus voyants qu'ailleurs. Il leur faudra ensuite s'entendre sur le partage de Paris.

Une nouvelle majorité... par reclassements post-électorales

Alexandre Sanguinetti, membre éminent du RPR, interrogé sur sa façon de voir l'après 78, a déclaré : «*L'opposition, sans doute, va gagner des voix. Ce faisant, elle en fera perdre à l'actuelle majorité. Mais combien ? Je suis convaincu que l'un des deux camps va avoir dix voix de plus que l'autre. Ce sera ingouvernable et c'est grâce à cette situation ingouvernable, dont je suis sûr que le pouvoir l'espère, que nous verrons apparaître ce que J.J.S.S., avec beaucoup de décision, nous annonce : une autre majorité qui ne sera ni celle de l'opposition actuelle, ni celle de la majorité actuelle. Comment un pouvoir peut-il espérer une chambre ingouvernable ? Parce qu'il espère en tirer une chambre gouvernable, c'est-à-dire en éliminant d'une part, disons-le, les marxistes, car il faudra bien joindre aux communistes les CERES, d'un autre côté les gaullistes, ce qui veut dire d'ailleurs que nous perdrons un certain nombre de nos parlementaires, qui ne se supporteront pas ailleurs que dans la nouvelle majorité.*»

Pour Sanguinetti, les vrais problèmes économiques et idéologiques apparaîtront après les élections : «*Avant les élections, nous sommes deux camps stéréotypés, la gauche et la droite... Il faudra bien voir un jour qu'il y aura des reclassements... Il y a eu inadvertance lorsque Robert Fabre a fait son éclat, mais il n'y en a pas eu lorsque J.J. S.S. a fait son éclat : ils sont le pivot de la majorité qui émergerait après les urnes.*»

Sanguinetti évoque ainsi sans enthousiasme les nouvelles combinaisons envisagées par toute une partie de la classe politique, pour essayer de faire face encore quelques temps à la crise.

Bergeron attaque le PCF

«*Les communistes n'ont pas changé. Il faut être aveugle et sourd pour imaginer le contraire*» écrit André Bergeron dans le journal «*Force ouvrière*». Il ajoute qu'il craint que «*ceux qui pourraient penser autrement que d'autres ne soient soumis aux pressions continuelles des assemblées de travailleurs manipulées, en particulier par les cellules communistes*». Le PCF s'insurge contre le leader de F.O. qui est, ne l'oublions pas, membre du Parti socialiste.

La course aux préparatifs de guerre des USA et URSS

GROMYKO ET VANCE DISCUTENT DES SALT

●Cyrus Vance et Gromyko, l'Américain et le Soviétique, vont se rencontrer à Washington pour négocier les termes d'un nouveau traité SALT*, prétendant limiter les armements stratégiques des deux super-puissances. Le précédent traité SALT expire le 3 octobre 1977. En mai dernier, Moscou a brutalement rejeté les propositions américaines qui prévoyaient une importante réduction du potentiel de missiles soviétiques et l'exclusion de la négociation des nouveaux missiles américains, «Cruise», alors que les Soviétiques exigent que ceux-ci soient décomptés parmi les missiles stratégiques. Cette proposition des Soviétiques est

guidée par leur volonté de conserver et renforcer les positions avantageuses qu'ils ont acquises, ces dernières années dans la course aux armements, en renforçant considérablement leur arsenal de guerre. Les États-Unis, menacés ainsi de voir se créer un déséquilibre des forces à leurs dépens, semblent avoir voulu, quant à eux, mettre un frein à cette évolution de la situation, et décidé en particulier, à l'initiative de certains milieux américains, de durcir le ton.

SALT : Strategic Arms Limitation Talks : Négociations sur la limitation des armes stratégiques.

Depuis l'échec de la mission de Cyrus Vance à Moscou, et le r des Soviétiques, les contacts à divers niveaux se sont multipliés. L'ambassadeur soviétique notamment a fait plusieurs fois la navette entre la Maison Blanche et le Pentagone. Brejnev de son côté, convoquait plusieurs fois l'ambassadeur US à Moscou. Selon la Maison Blanche cela n'a donné aucun résultat et les positions se sont même durcies.

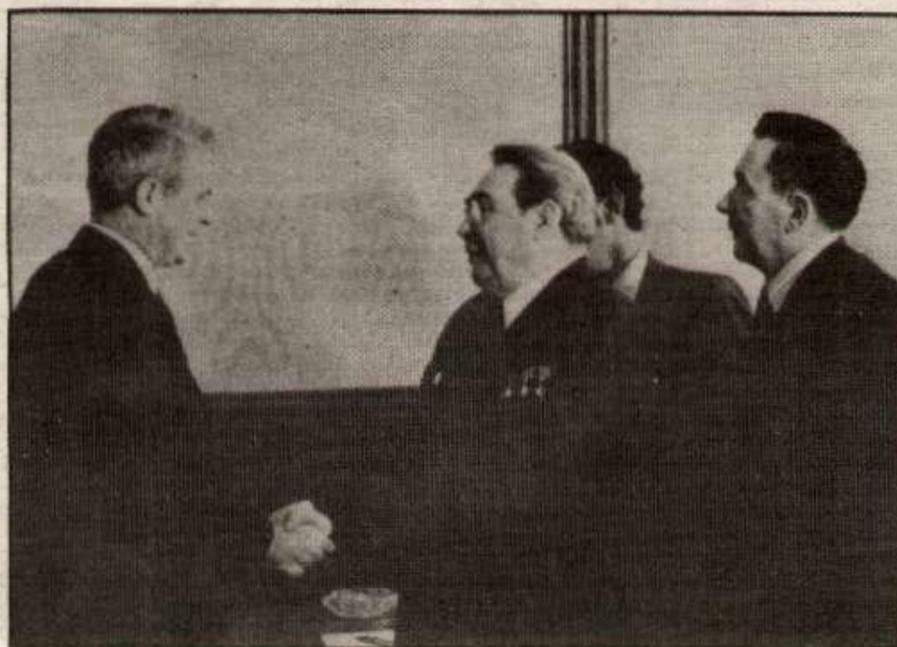
Au cours de la semaine dernière Waldheim, le secrétaire de l'ONU s'est rendu à Moscou. Gromyko lui a dit qu'un traité était possible, sans en préciser les conditions. La réalité est que les négociations s'ouvrent à Washington dans un climat de course aux armements accélérée, rendue sensible depuis le mois de juin par de nombreuses précisions et révélations sur les préparatifs soviétiques rendus publics au cours de l'été, et par une série d'initiatives américaines.

L'ACCÉLÉRATION DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

«Si un accord ne peut être conclu, il ne doit y avoir aucun doute que les États-Unis peuvent protéger leur sécurité et feront ce qu'ils doivent pour y parvenir».

En accélérant la mise au point et l'installation sur les sous-marins éventuellement la bombe à neutrons, en annonçant sa décision de déployer le missile Cruise, Carter s'était déjà, lorsqu'il prononçait ces mots, au mois de juillet devant les gouverneurs des États-Unis, engagé dans ce qu'il présente comme l'alternative aux négociations SALT.

Il devait également réaffirmer sans ambage l'engagement américain en Europe... Interpellé lors d'un débat sur la position américaine en cas d'offensive soviétique en Allemagne de l'Ouest, et les scénarios discutés au Pentagone, il faisait répondre par son porte-parole : «Contre une offensive soviétique nous n'hésiterons à engager ni les armes conventionnelles, ni la bombe atomique». A la fin du mois d'août, il envoyait au secrétaire d'État à la défense une «directive Présidentielle sur la Stratégie Nationale». L'un des points principaux en est la décision d'accroître de 3 % le



Cyrus Vance à Moscou : Niet brutal des Soviétiques ; ton plus dur des Américains.

budget prévu pour les dépenses américaines à l'OTAN. Elle prévoit également un renforcement des défenses avancées et des capacités de combat de ces unités. Enfin l'OTAN programait ses plus importantes manœuvres qui se déroulent actuellement.

MARINE, TRANSPORT DE TROUPES ET MISSILES SOVIÉTIQUES

Du côté soviétique, il y eut moins de bruit, mais les initiatives prises sont d'une ampleur similaire. A la décision de déployer le missile Cruise, les Soviétiques ont riposté par la menace de le produire, à leur tour, en quantité industrielle : ils en auraient la possibilité... Selon les études de l'OTAN, l'URSS poursuit son programme de missiles lourds à têtes multiples, en améliorant constamment leurs caractéristiques, au point qu'ils seraient susceptibles d'atteindre les silos de missiles US. Les flottes de l'OTAN ont assisté au cours du printemps, mais ne l'ont révélé qu'au mois de juillet, au plus important déploiement de sous-marins en Atlantique Nord que les Soviétiques aient jamais effectué. Le quart de la flotte sous-marine soviétique — 85 sous-marins — y participait, 40 d'entre eux ont croisé dans les eaux du Sud de l'Islande. Un grand nombre de navires de surface les accompagnaient dont le porte-avion Kiev. Une couverture aérienne d'avions à long rayon d'action était assu-

rée notamment par une partie des 400 bombardiers Backfire, d'ores et déjà mis en service par l'aviation de guerre soviétique. Dans la même période, les Soviétiques ont fait un exercice de transport de troupes en Europe de l'Est. 120 000 hommes ont été transportés en une semaine grâce à un pont aérien, qui remplace les transports par train utilisés jusqu'à présent. Pour transporter la même force il leur fallait alors trois semaines. Ces faits sont présentés par les Soviétiques comme des mesures «défensives».

L'HYPOTHÈSE DE L'ÉCHEC

Dans ce climat l'échec des négociations SALT paraît une possibilité. Il est envisagé de part et d'autre et rendu vraisemblable par le durcissement des positions. Du côté américain, le durcissement s'est marqué par le maintien des propositions essentielles des États-Unis : les missiles Cruise ne devraient pas être décomptés comme arme stratégique, par contre le bombardier soviétique Backfire devrait l'être. A ces exigences s'en est ajoutée une nouvelle présentée par la Maison Blanche lors de l'annonce du report de la rencontre Vance-Gromyko : les États-Unis voudraient que soit contrôlé le nombre de têtes installées sur les fusées à têtes multiples, ce que refusent les Soviétiques qui ont axé le renforcement de leur réseau de missiles sur les missiles lourds à têtes multiples.

Du côté de l'URSS, Gromyko a annoncé dès le lendemain du voyage de Vance que si les États-Unis maintenaient leurs exigences concernant les missiles soviétiques, l'URSS exigerait elle, que les missiles américains pouvant atteindre le territoire de l'URSS soient également pris en considération. Ce qui vise avant tout les engins nucléaires stationnés en Europe.

En cas d'échec, les États-Unis envisagent une poursuite de la négociation et la reconduction de ce traité en vigueur jusqu'au 3 octobre, qui a servi de base à la course aux armements actuelle. Ce statu-quo diplomatique signifierait la course ouverte aux armements, que les traités entre les deux super-puissances ont cherché jusque là à masquer. Les mesures américaines en direction de l'OTAN, les manœuvres soviétiques en Europe et autant du continent viennent donner à l'impasse de la conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération toute sa dimension : ce que les super-puissances ne peuvent arracher par les moyens politiques, elles essaieront, un jour ou l'autre, de l'obtenir par les moyens militaires.

L'URSS, tout en multipliant les efforts et les pressions pour pénétrer économiquement et politiquement l'Europe de l'Ouest, accumule en même temps et prépare les moyens de recourir, à terme, à l'agression militaire pour poursuivre son ambition d'hégémonie en Europe.

Les neuf et l'apartheid : «code de conduite» pour les entreprises européennes

Devant la dénonciation et l'isolement grandissants des régimes racistes en Afrique Australe, les Neuf ont été obligés d'agir en direction des entreprises européennes installées là-bas, et qui, jusqu'à présent, pratiquent elles aussi une politique raciste envers les Africains. Réunis le mardi 20, les ministres des Affaires Étrangères des Neuf, ont mis au point un «code de conduite» auquel les entreprises de ces pays ayant des filiales en Afrique du Sud devraient se conformer.

Le projet de «code de conduite» porte sur les points suivants : —accorder une entière liberté syndicale aux travailleurs, —tempérer le système de «la main d'œuvre migrante», qui empêche le travailleur africain de choisir son travail et de s'installer avec sa famille là où il désire, —appliquer une politique salariale non discriminatoire envers les travailleurs noirs, —appliquer le principe que tous les emplois soient accessibles à tous les travailleurs, sans discrimination raciale, —accorder des prestations complémentaires aux salaires, pour améliorer le niveau de vie des travailleurs, —éliminer toute forme de ségrégation dans l'entreprise (au travail, dans les cantines etc...) —faire un rapport annuel à la CEE sur l'application de ces mesures.

Ce «code de conduite» dévoile officiellement les pratiques des entreprises installées en Afrique du Sud, mais en même temps, il ne met pas en cause la collaboration avec le régime raciste. Il est probable aussi que la plupart de ces mesures ne seront pas appliquées, de même que ne sont pas appliquées en Europe même dans les pays des Neuf, les mesures anti-discriminatoires inscrites dans les textes officiels.

Pour Monsieur Scheel, les qualités de la «démocratie» allemande

En République Fédérale allemande, où l'Etat-major de crise s'est à nouveau réuni en début de semaine, à la suite d'un message du commando qui a enlevé Schleyer, le patron des patrons allemands, le président de la République, Walter Scheel, a vanté les qualités de la «démocratie» allemande.

Prétendant répondre à des accusations parues dans la presse européenne, Walter Scheel qui estime qu'elles «nuisent à l'unité européenne», a déclaré : «le gouvernement allemand tente de résoudre le problème du terrorisme par des moyens démocratiques. En affrontant ce problème, le gouvernement n'a pas soumis de propositions inacceptables de la part d'un Etat démocratique.»

De telles déclarations ne sauraient faire oublier les restrictions aux libertés qu'entraîne en RFA l'ampleur de la répression mise en œuvre par la bourgeoisie allemande, et la volonté de celle-ci d'exporter son «modèle» dans le reste de l'Europe.

Commerce d'un genre particulier entre les 2 Allemagnes : la RFA rachète des prisonniers à la RDA

Le gouvernement de RFA aurait obtenu que 1 000 détenus politiques de RDA soient refoulés chaque année vers la République fédérale, moyennant finances. Selon les estimations occidentales, les prisonniers de RDA sont rachetés entre 40 000 marks (soit 84 000 francs) et 10 000 marks (220 000 francs) par la RFA, qui paie beaucoup pour des universitaires et des ingénieurs. Dans ce cadre, 90 détenus politiques est-allemands ont été refoulés en RFA dimanche dernier.

Cela est-il une application de la «libre circulation des hommes et des idées»... et des capitaux, prévue par les accords d'Helsinki ?

ENQUETE

REFORME HABY : AN I

● Depuis le 15 septembre, l'An I de la réforme Haby a commencé.

Entre les «propositions pour une modification du système éducatif» présentées par René Haby en février 1975 et les derniers décrets d'application, en passant par la loi du 11 juillet, le texte a connu bien des modifications et des précisions. Mais pour l'essentiel, les objectifs visés par Haby n'ont pas changé. Les raisons de lutter contre sa réforme non plus.

La réforme Haby : l'œuvre d'un «expert»

Encore une réforme de l'enseignement... En dix ans, il n'y en a pas eu moins de quatre : la réforme Fouchet, la réforme Faure, puis Fontanet et enfin la réforme Haby. Mais entre cette dernière et les précédentes, on observe plusieurs différences.

La première, et c'est la plus importante, vient de sa grande «ambition» : contrairement aux autres qui n'apportent que des aménagements partiels, la réforme Haby vise à réorganiser l'école de la maternelle jusqu'au baccalauréat. Elle concerne aussi bien l'enseignement proprement dit que l'organisation des établissements.

L'importance que le gouvernement attribue à ce vaste projet qui commence à se mettre en place cette année est soulignée par plusieurs faits notables : d'abord, fait très rare dans l'histoire du ministère de l'éducation, René Haby a conservé son poste depuis 1974. Même son échec aux dernières municipales ne l'en a pas fait partir. Ensuite, malgré le développement de luttes nombreuses, notamment de la part des lycéens, la réforme va s'appliquer sans autres modifications que des changements de détails. Par contraste, rappelons que la réforme Fontanet (la dernière avant la réforme Haby) avait été abandonnée.

Deuxième différence : la réforme Haby est l'œuvre d'un «expert» en éducation. Haby aime à rappeler en toutes circonstances son passé d'instituteur puis de professeur et de recteur. Ce passé de professionnel de l'enseignement lui sert de caution pour développer en «homme d'expérience» la thèse pédagogique qui appuie (officiellement du moins) sa réforme : les inégalités dans la réussite scolaire sont dues pour l'essentiel à des différences individuelles dans les rythmes de maturation. D'où la nécessité, selon Haby, d'uniformiser l'enseignement («programme commun d'enseignement»), tout en diversifiant les rythmes d'apprentissage : soutien pour les uns, approfondissement pour les autres, scolarité «rapide» ou lente.

Secondairement, Haby veut bien admettre que l'origine sociale des enfants peut avoir un certain rôle mais alors il le restreint à l'influence de la famille et non de la classe dans son ensemble. Pas plus que la thèse des handicaps psychologiques individuels, celle des

«handicaps socio-culturels» n'apporte une réponse satisfaisante aux problèmes de l'échec scolaire.

Aller vers «l'école de l'égalité des chances», voilà donc la thèse pédagogique proclamée pour justifier la réforme. Mais outre la supercherie que constitue ce but officiel, il nous faudra voir des aspects moins apparents peut-être mais plus importants encore : le renforcement de «l'encadrement idéologique», grâce notamment aux pouvoirs élargis des chefs d'établissements et les raisons politiques et économiques qui font de la réforme Haby une nécessité pour le capitalisme français en crise.

La suppression des filières ou la technique du camouflage

LES FILIÈRES : LES COULOIRS DE L'ENSEIGNEMENT

Jusqu'ici, les élèves quittant le CM 2 étaient répartis en trois couloirs nettement distincts, appelés officiellement «types». Au type I, correspondaient en principe les élèves jugés aptes à suivre le second cycle long (baccalauréat, puis enseignement supérieur). Au type II, correspondaient ceux qui pouvaient parvenir au BEPC ou faire un Brevet d'Enseignement professionnel en deux ans à la fin de la troisième. Le type III enfin, accueillait les élèves jugés incapables d'obtenir un de ces diplômes.

Seul le type I existait dans le premier cycle, des lycées, où l'on trouve essentiellement des enfants issus de familles de professions libérales, de cadres ou de commerçants. Pas de type I par contre dans les CEG accueillant surtout des enfants d'ouvriers, d'employés et de petits paysans. Dans les CES (les plus nombreux), les trois filières cohabitaient (les types III étant le plus souvent dans des bâtiments à part...)

L'affectation des enseignants était très différente selon les filières : les plus diplômés (au moins certifiés) pour le type I, les instituteurs pour le type III, et des PEGC pour le type II.

Selon les directives du Ministère de l'éducation nationale de 1972, la répartition des élèves devait être en gros la suivante :

- type I : 40 %
- type II : 40 %
- type III : 20 %

Comme par hasard, plus de 50 % des élèves de type III



étaient fils d'ouvriers, plus de 80 % fils d'ouvriers et d'employés. Quant aux enfants issus de familles de cadres supérieurs ou de professions libérales : 0 % !

1974 : PREMIER CAMOUFLAGE

Situation de ségrégation sociale tellement criante, qu'en 1974 une circulaire recommande d'«abandonner la terminologie» des filières. Les types I et II peuvent être brassés, le type III autrefois «transition» devient «classe à programme allégé» et toutes les divisions sont désignées désormais par des lettres : A, B, C...

Les filières, notamment le type III, restent à peu près intactes, mais c'est déjà un premier camouflage.

L'ÉCHEC SCOLAIRE : DES INÉGALITÉS CRIANTES

Au bout de ce système, que trouve-t-on ? Seul un quart des enfants d'ouvriers et de manœuvres entrés en 6^e (ce n'est pas le cas de tous, tant s'en faut) passe en seconde ; pour les enfants de cadres supérieurs, le pourcentage atteint plus de 90 %.

Telle était la situation jusqu'ici en 6^e et dans le premier cycle. Bien qu'il évite de s'appesantir sur l'origine sociale des élèves, les statistiques du ministère étant plus souvent muettes sur cet aspect, Haby ne pouvait faire moins que reconnaître l'ampleur de l'échec scolaire : sur trois enfants entrés en sixième, un seul arrive en seconde.

Alors on trouve le grand responsable : le système des filières. Il ne faut plus sélectionner les élèves dès la sixième dans des classes différentes. Brassons tous ceux qui entrent en sixième et trouvons des solutions originales pour réduire les inégalités : par exemple, la «pédagogie de soutien».

Alors, plus de filières, plus de sélection en 6^e grâce à M. Haby ? En réalité, il est avec la réforme des accommodements : Haby lui-même les a prévus.

(à suivre)

La sixième de la Réforme Haby

Le collège unique :

Il n'y aura plus de C.E.S., de C.E.G., et de premiers cycles de lycées : tous s'appelleront désormais «collèges». Chacun dispensera le même enseignement.

Abandon des anciennes filières :

Jusqu'ici coexistaient trois sortes de classes, appelées aussi filières : type lycée, type collège et classes de transitions. Elles sont supprimées : tous les élèves «qui ont suivi avec fruit le cours moyen 2^e année» sont répartis indistinctement entre les différentes divisions.

Soutien et approfondissement :

Les élèves en difficulté suivront une heure de soutien hebdomadaire dans trois disciplines : français, mathématiques, langue vivante. La composition des effectifs «soutenus» ne doit pas en principe excéder le tiers de la classe et peut varier en cours d'année : le professeur désigne chaque semaine les élèves qui suivent ces heures de soutien.

Inversement, les élèves particulièrement «doués» dans ces mêmes disciplines se verront proposer par leur professeur des activités d'approfondissement qui prendront place à l'intérieur ou en dehors du temps scolaire. En principe, l'approfondissement est «une approche plus complexe des notions déjà abordées en classe mais ne doit en aucun cas conduire à anticiper sur les notions du programme».

Comme pour le cours préparatoire, les redoublements en fin de sixième seront peu nombreux ; ils n'interviennent que si la famille en fait la demande.

Effectifs :

La plupart des classes doivent compter 24 élèves et en tout cas ne pas dépasser les 30 élèves. Pour les classes ayant entre 25 et 30 élèves, une heure supplémentaire par élève est accordée à l'établissement, qui peut utiliser ce contingent d'heures pour des redoublements de classes.

Jusqu'ici, l'effectif maximal était de 35 élèves. À partir de 24, les

classes étaient dédoublées pendant 10 heures par semaine.

Horaires :

De vingt sept heures et demie, l'horaire hebdomadaire passe à vingt quatre sans compter les heures de soutien.

Modifications principales :

En français, mathématiques, et langue vivante, l'horaire est réduit d'une heure. Au contraire, en sciences expérimentales et travail manuel il augmente d'une heure.

Programmes :

Ils ont été modifiés et «allégés». Sans entrer pour l'instant dans le détail, on notera seulement que les mathématiques modernes sont quasiment abandonnées et que de nouveaux enseignements apparaissent : initiation à l'économie (qui s'ajoute à l'histoire, géographie et instruction civique) ; notions de physique et de chimie (qui forment avec les sciences naturelles, les «sciences expérimentales») ; l'éducation manuelle et technique remplace l'ancien travail manuel ; dessin et éducation musicale sont regroupés pour constituer «l'éducation artistique».

Les nouveaux manuels sont cette année gratuits pour tous les élèves de sixième.

Aménagement du temps scolaire :

L'organisation de la semaine pourra s'effectuer sur cinq ou six matinées et quatre après-midi. Cela signifie que le congé du mercredi peut être éventuellement amputé de sa matinée. Une autre possibilité est de placer le jour de congé le samedi et non plus le mercredi.

Le troisième trimestre verra sa durée prolongée en raison de la réorganisation du BEPC ; il sera accordé automatiquement aux élèves de l'enseignement public et privé admis en seconde. Les autres élèves devront passer l'examen.

Enfin, à titre expérimental, la durée du cours en français, mathématiques, langue vivante, histoire-géographie et sciences expérimentales passe de 55 minutes à 50 minutes.

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 21 septembre

TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Un crime de notre temps. *Dramatique*
22 h 00 - Titre courant
22 h 10 - Médicale : les allergies
23 h 10 - Journal et fin

A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Carte sur table. *C'est François Mitterrand qui répondra aux questions de J.P. Elkabbach et Alain Duhamel. L'évènement politique du jour en cette période troublée pour la gauche.*
21 h 35 - L'aigle et le vautour
22 h 45 - Juke-box
23 h 15 - Journal et fin

FR 3
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Tom et Julie
22 h 10 - Journal et fin

Jeudi 22 septembre

TF 1
19 h 00 - Recherches dans l'intérêt des familles.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Cinq à sec

21 h 20 - L'évènement
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 55 - Journal et fin.

A 2
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les formations politiques. Le centre des démocrates sociaux.
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Divorce à l'italienne
22 h 15 - Cent mille images
23 h 15 - Journal et fin.

FR 3
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Au-delà de la peur
22 h 05 - Un journal, un évènement.

TELEVISION

Mardi soir sur
Antenne 2Un film
de Bertrand
Tavernier

Avec son second film, «*Que la fête commence*», Tavernier s'est affirmé comme un réalisateur de grand talent.

Il a pris le parti de restituer l'époque de la Régence, au début du XVIII^e siècle, après la mort de Louis XIV, en se centrant sur la Cour elle-même et les milieux qui gravitent autour d'elle. Evidemment, du fait de ce choix, les masses — c'est-à-dire à l'époque les paysans essentiellement — sont absentes du film. Mais peut-on le lui reprocher ? Il aurait fallu faire alors un tout autre film.

Dans le cadre de ce choix de départ, le mérite de Tavernier est d'avoir su dépasser, au delà de la surface brillante, de la vie luxueuse et dépravée des milieux dirigeants de la Cour, les contradictions, qui les minent et qui laissent déjà pressentir que la domination politique de l'aristocratie a fait son temps : contradictions entre les grands féodaux eux-mêmes, entre féodaux et financiers, entre les membres de la famille royale elle-même, entre clergé et féodaux, etc... A l'opposé des images d'Épinal de «*Si Versailles m'était conté*», Tavernier, avec un sens aigu du détail historique et de la mise en scène, montré crûment le degré de pourriture de cette classe dirigeante, qui va être bientôt renversée par la Révolution de 1789.

Il y a sans doute une certaine complaisance pour

"Que la fête commence"



le personnage du Régent, personnage central du film, incarné par Philippe Noiret. Comme si la conscience lucide de la fin prochaine de sa classe pouvait estomper et relativiser les fonctions qu'il assume à la tête de l'État monarchiste. Mais là n'est pas sans doute le principal défaut du film : il se situe au plan même de la vision historique d'ensemble. En effet, nulle part n'est montré le rôle de la bourgeoisie qui, dès cette époque, tout en participant au pouvoir, se prépare à renverser la domination politique de la noblesse. Et

comme, de plus, est à peine évoquée la révolte profonde qui gronde dans la paysannerie, le film en lui-même ne donne pas les moyens de comprendre la conjonction des forces — bourgeoisie, paysannerie principalement — qui feront la Révolution de 1789. Il n'illustre qu'un aspect de cette société en décomposition.

Il serait d'autant plus erroné de transposer cette vision, à la société actuelle et d'en conclure que la bourgeoisie serait prête à s'effondrer sous le poids de ses propres contradictions internes.

Malgré ces limites, on prend un plaisir certain à suivre, porté par un rythme soutenu, ce regard aigu et démystificateur sur la réalité, si souvent enjolivée, de la noblesse de cette époque.

Notons que le débat qui a suivi n'avait guère d'intérêt : les spécialistes et Edgar Faure soi-même, vedette de ce petit salon, s'intéressaient surtout à la petite histoire et aux détails nombreux des débauches et autres anecdotes de ce genre de la Cour sous la Régence.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «*Lettres Nouvelles*» 73^e épisode
copyright Édition Banaal

Par chance, ces espèces s'aggloméraient dans les quartiers réservés — bidonvilles, hôtels miteux — et par communautés : Algériens, Espagnols, Portugais, et Français naturellement. Dans ces derniers, il y avait aussi diverses catégories : alcooliques, paresseux, tuberculeux, dégénérés. Le ghetto a du bon. Mais ces gens-là réussissaient à se faufiler à vos côtés, dans le métro, au café, et, de plus, ils étaient bruyants, se trompaient de direction ou buvaient salement. Et quelquefois dans ces caricatures de l'humanité, dans ces corps souffrants, mutilés par la misère, dans ces pièces noires, froides, entre le linge sale et le linge qui sèche, l'un de ces déchets portait en lui, par miracle

ou par hasard, la lueur, la flamme, la lumière qui le ferait souffrir davantage. L'esprit soufflait là comme ailleurs, l'intelligence se développait ou mourait, écrasée.

Ces pensées, le froid, les mèches qui volent dans mon cou, la dérobade d'Arezki, le sang du Magyar et l'odeur de l'usine, les quatre heures de chaîne qui m'attendent, la lettre de la grand-mère que je n'ai pas encore lue, c'est tout cet amalgame, la vie. Comme elle était douce, celle d'avant, la vie un peu floue, loin de la vérité sordide. Elle était simple, animale, riche en imaginations, Je disais « un jour... » et cela me suffisait.

Je vis ce jour, je vis la vraie vie, mêlée aux autres humains, et je souffre. « Tu n'es pas combative », dirait Lucien.

Une envie physique de lui parler me fit faire demi-tour. J'arrivai devant le restaurant de la cantine. Des hommes sortaient. Gilles apparut, il me reconnut, je lui dis que j'attendais mon frère.

— Tiens, je ne l'ai pas vu à midi. Attendez-moi, je reviens.

Un contremaître passa. C'était un gros qui portait un chapeau. De loin, il m'avait paru terrible. J'eus le temps d'examiner son visage et je le trouvai beaucoup moins effrayant.

— Non, dit Gilles qui revenait. Il n'est pas là. Il mange à la table face à la mienne et j'ai l'impression qu'il n'est pas venu aujourd'hui.

Il me demanda si ça allait, je répondis oui et je revins à l'usine.

Didi, la jolie fille, se tenait au milieu du vestiaire sous l'ampoule et, la tête levée vers la maigre source de lumière, passait du rouge sur ses lèvres. Elle me vit et m'appela.

— C'est vous la sœur du grand brun de la peinture ? Il est malade ou il a quitté ?

L'inquiétude me poussa jusqu'à sa chambre le soir même. La vue d'Anna me mettait mal à l'aise, mais je passai outre, et frappai à leur porte. Ce fut elle qui m'ouvrit.

Lucien était sur le lit, adossé au bois, et discutait avec Henri assis à l'autre bord.

— Qu'est-ce que j'ai dit ? annonça mon frère d'une voix éraillée. Elle est venue ! Alors, me cria-t-il, tu as eu peur ? Tu m'as cru mort ?

— Non. Mais je vois que tu es malade.

— C'est ça, malade... J'ai un rhume, idiot. Mais demain, j'irai au boulot.

— Alors, puisque tout va bien, je repars. — Assieds-toi cinq minutes, dit-il. Bon, à toi, Henri !

Henri lut des papiers qu'il tenait à la main. C'était un récit, inspiré par Lucien, des conditions de travail, des méthodes dont il était le témoin.

— Très bien. Je le donnerai à Glottin qui le passera dans le prochain numéro sous forme de « lettre reçue ».

— Tu crois à la vertu du verbe ?

— Je crois à la puissance de la signature publique, dit Henri d'un ton sec.

— Mais Glottin est un ancien P. C. ?

— Oui, et alors ?

— Rien, dit Lucien. Il soupira, racla sa gorge à plusieurs reprises... Ces gens-là, quand ils ont quitté le Parti, ils ne sont plus rien. C'est le Parti qui les vertèbre. Sortis de là, ils reviennent à leur état d'ectoplasmes.

à suivre

Espagne : un enjeu de taille

● Aux heures sombres du franquisme, la classe ouvrière était soudée derrière les Commissions ouvrières clandestines dans lesquelles coexistaient le PC, les courants révolutionnaires et l'avant-garde la plus combative, l'USO venait loin derrière. Aujourd'hui, la situation a bien changé : sans aller jusqu'à l'émiettement, on peut parler d'une grande division syndicale. On ne compte pas moins de 7 centrales : les Commissions ouvrières, tenues par le PC, l'UGT contrôlée par le PSOE, USO syndicat chrétien traversé de courants très contradictoires, en passe de se dissoudre, le STV syndicat des travailleurs basques, et de création plus récentes, mais possédant une grande dynamique, le Syndicat unitaire, très proche de l'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs), et la CSUT, correspondant au PTE (Parti du travail d'Espagne). La CNT anarchiste conserve un certain pouvoir d'attraction, notamment en Catalogne. Malgré cette floraison de syndicats, environ 80 % de la classe ouvrière espagnole n'est pas syndiquée et travaille dans de petites entreprises de moins de 50 ouvriers. C'est dire que la situation reste très ouverte... La responsabilité de cette division incombe au PC qui a, peu à peu, transformé les Commissions ouvrières en sa courroie de transmission, excluant les autres courants, alors qu'une grande aspiration à l'unité syndicale se manifestait chez les travailleurs. L'organisation syndicale verticaliste, mise en place par le fascisme, a volé en éclats sous la poussée des luttes et a été officiellement dissoute il y a quelques mois. Rien ne la remplace. C'est autour de deux questions fondamentales que se déroulent en ce moment des négociations entre le gouvernement et les centrales précipitées : la date et les modalités des futures élections syndicales, la restitution du patrimoine syndical. Nous avons interrogé à ce sujet Pedro Cristobal, militant ouvrier, membre de la première heure des Commissions ouvrières, responsable du Syndicat unitaire, qui a participé aux négociations avec le gouvernement...



DES ELECTIONS AVANT LE 15 NOVEMBRE

Interview de Pedro CRISTOBAL responsable du syndicat unitaire

Recueillie par Hélène VARJAC

— QdP : Qu'est ce qui ressort des négociations engagées avec le gouvernement depuis plusieurs semaines ?

P.C. : D'abord, il ne s'agit pas de négociations. Ces discussions se déroulent à l'initiative du gouvernement. Ce sont plutôt des échanges de monologues ! Le gouvernement souhaite lier les problèmes syndicaux aux questions économiques, pour essayer d'obtenir le «Pacte social».

— QdP : Quelle est la position des syndicats là-dessus ?

P.C. : La condition préalable à tout, c'est la discussion sur les problèmes syndicaux. Quand au «Pacte social», le gouvernement reconnaît que l'inflation a été de 26 % et se déclare prêt à augmenter les salaires de 17 %. En fait, cela représente une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs de l'ordre de 10 %. Nous, nous refusons le Pacte social.

Les problèmes syndicaux, cela veut dire d'abord une amnistie syndicale, qui concerne des milliers de travailleurs licenciés sous le franquisme et qui doivent être réintégrés dans leurs entreprises.

En second lieu, nous exigeons l'abolition de la législation répressive, sur le droit de grève entre autres. L'an dernier, le patronat a obtenu le droit de licencier librement les travailleurs. Cela doit être annulé.

Nous devons avoir la possibilité de mener une action syndicale dans l'«entreprise» ; bientôt les conventions collectives doivent être renouvelées, avant décembre, et il n'y a, légalement parlant, aucune structure syndicale.

Elections avant le 15 novembre

— QdP : Quand auront lieu les nouvelles élections syndicales ?

P.C. : Cela a été l'enjeu d'une bataille car le gouvernement ne voulait pas avancer de date ; il espérait ainsi retarder les mouvements de lutte de cet automne. Mais nous avons obtenu que les élections se célèbrent avant le 15 novembre.

Tentatives pour marginaliser le syndicalisme de lutte de classe

— QdP : Je suppose qu'il y a différents projets en présence sur les modalités des élections ?

P.C. : Les deux plus grosses centrales, l'UGT et les Commissions ouvrières font bloc pour marginaliser les autres syndicats. Les élections auront lieu au niveau de chaque entreprise ; les deux «grandes» veulent que seules puissent se présenter les sections syndicales de l'entreprise, ou un nombre total de travailleurs de l'entreprise. Si ce projet était adopté, cela rendrait à empêcher les travailleurs indépendants de se présenter. Les travailleurs, cela voudrait dire aussi le personnel administratif et technique. Et puis dans la plupart des cas, les syndiqués ne représentent pas 10 % ! Alors seules les sections syndicales ne pourraient présenter des candidats. L'UGT et les Commissions ouvrières veulent également imposer des critères pour la formation des sections syndicales, exiger un nombre déterminé

de membres. L'UGT et les Commissions ouvrières veulent profiter de leurs positions actuelles pour se consolider davantage. Mais la bataille est engagée sur ce point entre les «grands» et tous les autres syndicats. Ce qui est en cause, c'est l'avenir d'un syndicalisme de lutte de classes en Espagne. C'est une bataille décisive.

La dynamique unitaire

— QdP : Est-ce que vous allez présenter des candidats partout ?

P.C. : L'UGT va présenter ses propres candidats. Nous, nous sommes pour une candidature unique, mais au cas, et c'est probable qu'il y ait plusieurs candidatures, nous souhaitons un scrutin proportionnel.

— QdP : Est-ce qu'il y a d'autres points sur lesquels le SU (Syndicat unitaire) s'oppose aux Commissions Ouvrières et à l'UGT ?

P.C. : Dans les luttes qui viennent de se dérouler, par exemple, la chaussure qui a concerné tout le pays valencien et la région d'Alicante, puis s'est étendu. On a conservé une véritable dynamique unitaire, et une grande démocratie de masse : tout s'est déroulé à travers des assemblées massives de travailleurs. Les révisionnistes ont appelé à reprendre le travail, comme ils l'ont fait aussi dans la grève de l'hôtellerie : le tourisme avait toute chose...

— QdP : On dit que l'UCD essaierait de monter un syndicat jaune avec les débris du syndicalisme fasciste ?

P.C. : Je ne crois pas qu'elle en ait besoin, d'autres syndicats remplissent très bien le rôle de syndicat jaune !

Le patrimoine syndicale : une fortune

— QdP : La restitution du patrimoine syndical est également à l'ordre du jour des discussions avec le gouvernement. Peux-tu expliquer l'importance de cette question ?

P.C. : Le patrimoine syndical est constitué de tous les locaux syndicaux, centres de loisirs, de santé, de tous les fonds arrachés au peuple espagnol pendant 40 ans. Il faut rappeler que la cotisation syndicale était obligatoire, et le patrimoine représente aujourd'hui quelque 300 millions de pesetas. Il englobe aussi tous les biens confisqués aux centrales qui existaient avant la guerre.

A tous les travailleurs, pas à tout le monde

Le gouvernement prétend que ce patrimoine appartient à tout le «peuple», entendez par là aussi le patronat, «puisque» le syndicat fasciste groupait sur des bases corporatistes patrons et ouvriers. Nous, nous disons que le patrimoine syndical est à tous les travailleurs, pas à tout le monde ! Une partie sera rendue aux anciens propriétaires. Pour le reste, il n'y a pas accord entre les centrales : l'UGT et les Commissions ouvrières du PC veulent atomiser le patrimoine syndical qui, selon eux, devrait être partagé en fonction des résultats des élections. On a vu à quelles manœuvres ils se livrent pour les modalités des élections. Le Syndicat Unitaire propose que des Commissions de gestion incluant tous les syndicats permettent l'usufruit par tous du patrimoine syndical.

— QdP : Est-ce que tu peux nous donner une idée de la force respective des différents syndicats ?

P.C. : Les deux grandes centrales se livrent à une véritable guerre des chiffres. Il suffit que les Commissions Ouvrières du PC annoncent qu'elles ont atteint le million d'adhérents pour que l'UGT annonce 1 million 200 000. En réalité, ce sont les Commissions ouvrières les plus fortes, car l'UGT, par manque de cadres, de structures, ne pèse pas réellement. Mais ces chiffres ne correspondent pas à grand-chose. Les Commissions se sont lancées dans une campagne frénétique de placement des cartes à tout prix. Ils ne font pas payer la carte, ils n'exigent aucune activité syndicale, l'essentiel est que le gars accepte de tendre la main pour prendre la carte. Ainsi, il y a beaucoup de travailleurs qui prennent la carte, mais qui, dans les luttes, sont avec nous. L'USO connaît une situation de crise : une partie de ses membres songe à entrer à l'UGT, l'autre à la CNT anarchiste. Il y a aussi ceux qui veulent une USO maintenue.

Nous avons multiplié par deux nos forces (nous étions le mois dernier 225 000) et avons conquis des positions dans des régions où nous n'étions pratiquement pas présents, par exemple à Tolède. Nous nous sommes renforcés aussi dans les dernières grèves.

L'automne sera chaud

— QdP : Quelles sont les perspectives pour la rentrée ?

P.C. : L'automne sera chaud. La classe ouvrière vit mal aujourd'hui en Espagne et, dans certaines régions, les gens commencent à avoir faim. La viande, les ouvriers n'en mangent pas toujours une fois par semaine. Le blocage des salaires qui sévit depuis un an est insupportable. De grands mouvements vont avoir lieu autour du renouvellement des conventions collectives. Savoir s'ils arriveront à se coordonner, c'est une autre question. Nous travaillerons en ce sens. Mais l'automne sera chaud...